

Leth	50,497	60,082
Newcastle	6,848	12,629
South Africa	1,051	1,323
Belfast	1,575	2,158
Dundee	1,685	.....
Cardiff	.....	4,823
Hull	2,474	12,490
Aberdeen	2,181	11,560
	1,785,696	1,973,417

## Expéditions de Québec:

Liverpool	40,854	.....
London	19,348	.....
Total	60,202	65,792

## Beurre

Destination:	1908.	1907.
Liverpool	6,677	14,045
London	26,371	19,224
Bristol	53,476	26,309
Glasgow	5,294	6,052
Manchester	.....	1,143
South Africa	1,598	.....
Total	93,416	66,773

## RECETTES DE DOUANE ET IMPORTATIONS

Les rapports de la douane de Montréal indiquent que pendant les sept mois de navigation, les recettes de douane de notre port ont diminué de \$3,013,000 comparativement à celles de l'année dernière. Elles ont été en 1907 de \$10,515,000 et en 1908 de \$7,502,000; c'est donc une diminution, pour les sept mois de 1908, d'un peu plus de 28 pour cent.

Cette diminution des recettes de droits de douane indique combien importante est la réduction du chiffre des importations par notre port.

Evidemment, ce n'est pas seulement à Montréal qu'a diminué le chiffre des recettes de douane et des importations au Canada.

Il serait à souhaiter que cette diminution d'exportations puisse être portée au crédit des achats faits dans nos propres manufactures, mais nous savons que malheureusement nos industries domestiques n'ont pas été des plus florissantes pendant l'année qui va prendre fin.

Le commerce d'importation a diminué ses achats en raison de la situation des affaires et il a réduit ses stocks comme le lui commandaient la prudence et l'économie.

Ce n'est pas tout que d'importer: il faut vendre. Avec les quelques années de prospérité que nous avons eues en succession, l'accroissement rapide de la population par l'immigration que nous attirait le développement de nos ressources naturelles, nombre d'importateurs n'ont pas toujours exercé la prudence dans leurs achats au dehors; ils se sont approvisionnés comme si la prospérité devait durer longtemps encore sans crise, ni secousse. Ils ont été désabusés et seront certainement plus prudents à l'avenir. La leçon a pu être dure, mais elle servira.

## LE COMMERCE FRANCO-CANADIEN

Reproduit du "Marché Français", de Paris

On a bien souvent reproduit et commenté cette phrase prophétique par laquelle Sir Wilfrid Laurier, l'éminent Premier Ministre du Canada, a affirmé sa conviction absolue du magnifique avenir économique réservé à son pays: "De même, a-t-il dit, que le plus grand fait historique du siècle dernier a été le prodigieux développement des Etats-Unis, celui du siècle présent sera l'extraordinaire prospérité du Canada".

De fait, la progression constante accusée par les statistiques douanières canadiennes est bien de nature à encourager dans leur opinion les plus enthousiastes partisans du plus grand Dominion. En 1897, le commerce général extérieur du Canada atteignait 50 millions de dollars, alors que sa population était d'environ cinq millions d'habitants. Dix ans plus tard, en 1907, avec tout près de sept millions d'habitants, son commerce général dépassait 600,000,000 de dollars; soit un gain de 145 p. c. et une augmentation de 2 millions d'habitants.

Rien ne permet de penser que le Canada s'arrêtera en si beau chemin; il n'est qu'à l'origine de sa richesse, de son développement économique: ses ressources agricoles et minières sont immenses, ses grandes villes de l'Ouest ouvrent sans cesse de nouveaux centres à l'activité commerciale du pays; le luxe se développe avec le bien être universel; le flot de l'immigration monte toujours. Le chemin déjà parcouru permet d'entrevoir la route que suivra le Canada au cours des années prochaines et il ne semble pas téméraire d'espérer que la progression des dix ans derniers se maintiendra.

En 1896, le commerce canadien comparé à la population de l'époque représentait une valeur annuelle de 42 dollars par tête; aujourd'hui, la part moyenne revenant à chaque individu est de 93 dollars; en suivant cette progression, le Canada sera peuplé en 1920 de 10 millions d'habitants et son trafic annuel atteindra \$1,500,000,000.

N'est-il pas grandement temps pour la France de songer à en prendre la part qu'il convient?

Il est vrai que, dès à présent, les importations françaises au Canada représentent une valeur de 45,729,425 fr. (année 1907) et placent notre pays au troisième rang des fournisseurs du Dominion; mais une telle distance nous sépare de nos concurrents plus favorisés! Les Etats-Unis au cours de la même année ont fourni à leurs voisins du Nord pour plus de 1,075 millions de francs de marchandises. La Grande-Bretagne de son côté figurait en 1907 aux importations canadiennes pour 445 millions de dollars.

D'autre part, l'Allemagne, malgré la

surtaxe douanière qui lui est imposée, nous suit de près avec 37,000,000 de francs.

Il s'agit donc de ne pas se laisser hypnotiser par les résultats déjà obtenus; il est fort agréable de constater que nos ventes évaluées en 1897 à 13 millions se chiffrent dix ans plus tard par 45 millions de francs, et ont par suite augmenté de 350 p. c. alors que la progression générale n'était que de 145 p. c. comme nous l'avons vu tout à l'heure. Il importe de faire en sorte que cette marche en avant se maintienne, et qu'en dix autres années une nouvelle avance de 350 p. c. fasse chiffrer nos importations au Canada par 157,500,000 francs. Et pourquoi pas? Nous sommes loin de compte encore avec les résultats actuellement obtenus par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Mais, dira-t-on, l'exceptionnelle prospérité des années passées se maintiendra-t-elle? La crise économique actuelle n'aura-t-elle pas pour effet d'arrêter le Dominion dans son essor? Les marchandises de luxe qui constituent la grande majorité de nos articles d'exportation ne souffriront-elles pas plus que toutes autres de la gêne universelle?

Il ne paraît pas que ces craintes soient fondées: d'abord parce que le Canada s'est moins senti que l'on aurait pu craindre de la crise américaine; ensuite parce que le Canadien se crée rapidement des besoins de luxe qu'il doit satisfaire sans faire entrer en ligne de compte la question d'économie.

A l'appui de ces deux affirmations, on peut invoquer les témoignages du Ministre des Finances du Canada, et du Rapporteur de la Commission des douanes à la Chambre des députés français.

"On ne pouvait pas s'attendre, a dit l'honorable M. Fielding à ce que le Canada échappât absolument, au contrecoup d'une catastrophe aussi rapprochée que celle des Etats-Unis; mais grâce à la puissance de notre organisation financière, les effets en ont été bien amoindris.

Il s'est produit de fortes liquidations de valeurs et une baisse sévère dans les cotes, mais tout s'est accompli sans dérangement sérieux. Le système des Banques Canadiennes s'est encore une fois montré notre vrai rempart en cas de difficultés. Il est très réconfortant de penser que les Chambres de compensation opèrent au Canada dans les conditions les plus satisfaisantes".

De son côté, M. Jules Siegfried, parlant à la Chambre, au nom de la commission des douanes, des relations commerciales franco-canadiennes, s'exprimait ainsi: "Les Canadiens doivent donc devenir nos clients, comme nous devons devenir les leurs".

Notons que ce sont des clients excellents. Ils ont assez subi l'influence des